

VIVE LA NATION, LES EUROCRATES À LA LANTERNE...

Il y a quelques années, au cours d'un colloque organisé à la Rochelle, une distinguée «*parlementaire*» européenne m'avait accusé de nationalisme.

Il m'avait, alors, fallu expliquer à cette jeune personne qu'elle confondait deux choses: nationalisme et nation.

Le nationalisme est une idéologie aussi stupide que toutes les autres (religieuse comprise!) alors que la nation est une réalité qui, pour le militant ouvrier que je suis, offre entre autres avantages, celui d'être le champ d'application de nos conventions et statuts. J'ajoute que, dans l'état actuel de nos connaissances, seul le cadre national a permis l'amélioration des conditions matérielles d'existence et le développement de la démocratie.

Sur ma lancée, il m'avait fallu aussi expliquer à cette eurocrate (néanmoins modeste!) que si le nationalisme était idéologie, l'universalisme dont elle semblait se réclamer ne l'était pas moins.

Notons en passant que tous ces farouches universalistes sont en même temps à la recherche de leurs «*racines*», formule oh! combien exacte, dans la mesure où «*racines*» signifie fixé à un endroit donné avec impossibilité de se déplacer, autrement dit: absence de libertés.

Mais pour être juste, reconnaissons qu'en exaltant la «*Région*» ou la «*Province*», ils demeurent logiques avec eux-mêmes, puisque leurs fantasmes idéologiques les conduisent à substituer la tribu à la nation!

Cela étant, «*les faits sont têtus*», le «*mondialisme*» qui devait assurer le bonheur des Peuples sous la houlette bienveillante des banquiers et dans le cadre «*capitalistique*» (sic) de «*l'économie de marché*», connaît quelques difficultés, ce qui conduit quelques bons esprits à revoir leurs prévisions à la baisse.

Les travailleurs, eux, n'ont pas eu besoin des analyses des économistes plus ou moins distingués ou des élucubrations des «*politologues*» pour constater les conséquences désastreuses de l'universalisme (autrement dit du «*mondialisme*») sur leurs conditions d'existence et prendre conscience des dangers que font courir à nos libertés l'émergence de bureaucraties (staliniennes ou vaticanes) fruits vénéneux de l'idéologie totalitaire.

On notera également que, comme dans tout système totalitaire, la propagande, c'est-à-dire le conditionnement idéologique, constitue un des piliers de la construction européenne.

C'est ainsi, par exemple, qu'on ne peut plus faire un pas sans être confronté aux «*douze étoiles de Marie*» qui, dans la symbolique européenne, ont remplacé la «*Croix gammée*».

Pour être tout-à-fait exact, reconnaissons toutefois que le Dr Goebbels lui-même n'avait pas songé (peut-être avait-il été insuffisamment conseillé par Pie XII), à imposer l'affichage de la «*croix gammée*» sur les plaques d'immatriculation des voitures automobiles.

Mais, tout à une fin. En 1995, par centaines de milliers, les travailleurs ont manifesté leur refus du nouvel ordre européen. Aujourd'hui, les lycéens descendent à leur tour dans la rue.... et ce n'est pas fini!

C'est ainsi que s'annoncent les révolutions.

VIVE LA NATION, LES EUROCRATES A LA LANTERNE!

Alexandre HÉBERT.

CONTRE L'EUROPE VATICANE...

Notre ami Marc Prévôtel relate dans ce numéro de *L'Anarcho-syndicaliste* la manifestation de Bruxelles le 21 juin dernier.

Depuis, deux congrès se sont déroulés. Celui de la *Fédération Nationale de la Libre Pensée*, et celui de l'*Union Mondiale des Libres Penseurs*. Des militants de différents courants politiques, syndicaux, philosophiques, s'y retrouvent, discutent, débattent, quelquefois vivement mais aussi décident et œuvrent en commun contre toutes les formes d'obscurantisme.

C'est ainsi qu'au-delà de divergences sur les moyens de la combattre, l'unanimité existe pour qualifier l'Europe actuelle, d'Europe Vaticane.

Dans cette période riche en confusion, il nous semble utile que les lecteurs de *L'Anarcho-Syndicaliste*, prennent connaissance d'une des résolutions adoptées par le Congrès des Libres Penseurs de France.

Jo. SALAMERO.

RÉSOLUTION

Dans le cadre de ses travaux, le Congrès de Lomme (26/28 août 1998) de la Fédération Nationale de la Libre Pensée avait mis à l'étude la question suivante:

«Le Fédéralisme est-il une forme nécessaire de la démocratie représentative?»

Après en avoir débattu, le Congrès de Lomme répond nettement et clairement: oui, le fédéralisme est une forme nécessaire, mais non exclusive, de la démocratie représentative. Dans les circonstances de l'heure, le congrès tient à souligner l'importance de cette question pour les libres penseurs, confrontés dans leurs actions et dans leurs divers engagements à la remise en cause de toutes les bases morales et matérielles de la civilisation et de la démocratie.

Un individu libre et souverain dans un groupement libre et souverain, le respect du mandat garanti par le contrôle du mandat, la délégation de pouvoir équilibré par la limitation et la séparation des pouvoirs, bref, la force de l'union, de l'action collective par la libre association laissant à chacun toute latitude de faire sécession, tels sont en quelques mots les principes de base du fédéralisme tant dans l'ordre politique que dans la société civile.

Le Congrès de Lomme considère à cet égard que le développement de la Libre Pensée elle-même passe par la mise en œuvre du fédéralisme à tous les niveaux.

Enfin, et sans prétendre clore l'étude de ces questions, le Congrès attire l'attention de tous les Libres Penseurs et, au-delà, de tous ceux qui nous écoutent: on ne peut confondre fédéralisme et subsidiarité, car ils sont incompatibles. Pas plus qu'on ne peut confondre laïcité et tolérance, république et empire, force de la démocratie et forces du marché.

C'est pourquoi, le Congrès de Lomme invite les libres penseurs à poursuivre leur réflexion sur les dangers que comportent la confusion entretenue, ici ou là, sur des questions comme: mondialisme et internationalisme, Europe des Régions et Europe des Nations, communauté, «pays» et commune et plus particulièrement aujourd'hui en France, région et département.

Adopté à l'unanimité

Pour recevoir les résolutions adoptées par ces Congrès, écrire à «La Libre Pensée», 10,12, rue des Fossés St-Jacques - 75005 PARIS.

A BAS LA CALOTTE EUROPÉENNE, UNE FOIS!

*Si l'homme sodomise le fils, le frère ou le père de sa femme après son mariage, ce mariage reste valide.
Ayatollah KHOMEINY (*)*

Nous étions plus de 3.000 à Bruxelles, ce dimanche 21 juin de 11 heures à 15 heures, pour faire connaître, pour gueuler notre refus de l'Europe Vaticane que les Jésuites de 15 États nous concoctent sournoisement.

Pendant que nous marchions dans les avenues «européennes» de la capitale belge - précédés de trois drapeaux, l'un rouge marqué LP en noir, l'autre noir marqué LP en rouge, entre les deux le troisième noir et rouge - nous avons le choix entre divers slogans: - *Londres, Berlin et Vienne: à bas le délit de blasphème;* - *Dans toute l'Europe, contre les Concordats: séparation des Églises et de l'État! - Pas de patrons, pas de curés, pas d'armée dans l'École Publique!;* - *Alsace-Moselle: abrogation du statut d'exception! - Laïcité, Démocratie dans toute l'Europe!*

Mais le plus populaire, celui qu'on sentait sourdre du fond des cœurs, c'était *A bas la calotte!* comme s'il libérait les énergies contre tout ce que nous vomissons et notamment contre la chienlit cléricale.

Les banderoles de la délégation de la *Libre Pensée allemande* dénoncent le concordat, encore en vigueur à quelques brouilles près, signé entre Adolf Hitler et le Cardinal Pacelli, futur Pie XII.

Lors des prises de parole finales, à l'issue de notre périple, Klaus Hartmann, président de l'*Union Mondiale des Libres Penseurs*, s'est clairement prononcé contre les traités de Maastricht-Amsterdam, notamment parce qu'ils sont construits sur le principe de subsidiarité, fondement de la doctrine sociale de l'Église.

Ensuite, la représentante de l'*Union Rationaliste* a lu une contribution de Jean-Claude Pecker, empêché, précisant que «*Depuis sa création l'Union Rationaliste (de France) a toujours défendu la laïcité de l'État et la laïcité de l'école, telles qu'elles sont définies par le droit français depuis plus d'un siècle... En France, la laïcité de l'État, celle de l'école aussi, sont quasiment inhérentes à la culture profonde du peuple français*».

Et même si cela doit alourdir cet article, les derniers paragraphes de cette contribution méritent d'être cités:

«Faut-il dans l'Europe en train de se faire, trouver quelque moyen terme, quelque compromis, entre les traditions religieuses des uns et des autres, et la laïcité pure et dure que la France a pu représenter? Faut-il, au contraire, viser une solution d'emblée cohérente, et conforme au respect complet des droits de l'Homme au libre examen, au respect complet des opinions et des croyances des uns et des autres?

Il reste clair que si les États qui composent l'Europe ont souvent une religion principale, l'Europe n'en a point. L'importance des Catholiques, des Orthodoxes, des Luthériens, des Calvinistes, des Anglicans, est diverse certes, mais comparable. Celle des Juifs ou des Musulmans, voire des Hindouistes ou des Bouddhistes n'est pas négligeable. On est bien loin du Saint-Empire! Et nous n'aurions garde d'oublier qu'une très forte proportion d'Européens ne pratiquent d'ailleurs aucune religion, même s'ils portent parfois une étiquette confessionnelle.

Laisser le moindre rôle dans les affaires des États, donc de l'Europe, à l'une ou l'autre des hiérarchies religieuses variées que je viens d'évoquer, ne saurait avoir d'autre effet que de maintenir ici et là les tensions religieuses, les opacités mutuelles, les incompréhensions dangereuses, en les traduisant dans les appareils législatifs divers. Ce serait presque une négation de ce que devrait être l'Europe. Les points de vue divers peuvent (doivent même) s'y confronter mais les lois ne doivent pas concrétiser ces débats démocratiques et libres par des sujétions locales des uns aux autres, par une multiplication de murs, et de ségrégations...

Il me semblerait donc illusoire, et peut-être dramatique, de chercher un tel compromis (une telle compromission, dirais-je même) qui ne pourrait qu'affaiblir le droit de tous au libre examen. Nous sommes favorables à une extension à tous les pays européens de la loi française de 1905. En ce qui concerne l'école, la souplesse peut-être plus grande; mais les lois de Jules Ferry qu'adopta la France dès 1881 et 1882, et la loi de 1886, nous semblent aussi rester un modèle».

Puis ce fut notre ami et camarade Joachim Salamero, Président de la *Fédération Nationale de la Libre Pensée*, qui d'abord se félicita du succès de la manifestation: «*Mais nous devons aussi en apprécier la signification précise; car malgré quelques difficultés, malgré quelques péripéties, nous voici réunis pour*

(*) Ayatollah KHOMEINY, *Principes politiques, philosophiques, sociaux et religieux*, Éditions Libres Hallier Paris 1979.

poursuivre, ensemble, l'œuvre entreprise depuis août 1997: rassembler les laïques et les humanistes sur quelques principes clairs, que nous n'avons pas inventés, qui sont permanents pour nos organisations, à savoir que nous sommes des partisans résolus de la liberté absolue de conscience, donc de la liberté de penser. Ce qui signifie, selon nous, que l'organisation politique, juridique, des sociétés doit garantir l'exercice de ces libertés».

Dans le corps de son intervention, Jo rappela une brochure, publiée en 1958, de Pierre Lamarque, alors Président du C.A.E.D.E.L. et membre fondateur en 1947 du «*Mouvement pour les États-Unis Socialistes d'Europe*», brochure intitulée «*Menace Cléricale sur l'Europe*» où l'auteur rappelle une déclaration de Pie XII aux parlementaires de la C.E.C.A. réunis à Rome fin 1957:

«Les Pays d'Europe qui ont admis le principe de déléguer une partie de leur souveraineté à un organisme supranational entrent, croyons-nous, dans une voie salubre, d'où peut sortir pour eux-mêmes et pour l'Europe une vie nouvelle dans tous les domaines, un enrichissement, non seulement économique et culturel, mais aussi spirituel et religieux».

Comme quoi le chef des charognards du Vatican avait bien compris le scénario... pour avoir, au moins par représentants interposés, participé à son écriture. Et après avoir analysé l'entrisme principalement des catholiques dans les organisations pro-européennes, Lamarque conclut:

«La volonté de cléricaiser l'Europe actuellement en cours d'édification est donc difficile à nier et le danger, pour n'être pas saisisant ne peut passer pour un fantôme (...) Il n'est que temps de le regarder en face et de déterminer, en fonction de son existence, une position politique».

C'était il y a quarante ans, sous la signature d'un laïque croyant à l'unification européenne comme facteur de paix.

Pour conclure, Jo remarque qu'une Europe cléricale est nécessairement liberticide et insiste sur:

«...notre détermination, tant de fois affirmée, notre volonté si souvent rappelée, de tout faire pour rassembler, car il s'agit de la laïcité et cela mérite bien quelques efforts de nous tous pour surmonter les difficultés.

Chaque individu a le droit de croire ou de ne pas croire. Mais ni le croyant, ni l'incroyant, n'ont le droit de s'organiser à seule fin d'imposer leurs opinions respectives à la société. La liberté de choix laissée à chacun, l'État demeurant indifférent à ce choix, c'est cela que nous appelons la laïcité.

Nous sommes ici pour la défendre, pour avertir les instances européennes et celles de nos États respectifs que nous ne laisseront pas s'accomplir l'offensive antilaïque sans réagir et pour faire savoir que nous reviendrons, beaucoup plus nombreux, chaque fois que cela s'avérera nécessaire».

Alexandre Marius de Sterio de l'*Union Radicale Humaniste* du Luxembourg confirma l'adhésion à la manifestation du Secrétaire Général de l'IHEU (*International Humanist and Ethical Union*) Babu RR. Gogineni, contre l'emprise des religions, pour une Europe laïque, démocratique et sociale.

Le *Comité Laïcité-République* avait adressé, par son Président Patrick Kessel, un message de soutien:

«Ce rassemblement pour une Europe laïque constitue un moment important. C'est la raison pour laquelle le Comité Laïcité-République a répondu favorablement à l'invitation qui lui a été adressée.

En fait, ce siècle s'achève sur l'éclatement du monde en tribus, en communautés désormais en guerre contre l'universalisme. Ce phénomène suscite partout la xénophobie, l'obscurantisme et annonce le racisme car le propre d'une tribu c'est de combattre les autres.

La République démocratique, laïque, sociale et universelle ne lie pas la citoyenneté à une couleur de peau, à une religion ou à une tribu, mais à une éthique qui fonde la laïcité. En ce sens, une telle République universelle porte en soi les réponses aux défis de l'extrême droite, des cléricatismes et de la marchandisation du monde. C'est pourquoi, quelles que soient nos différences en tant qu'associations, nos opinions éventuellement différentes, en tant que femmes et hommes, nous avons tenu à être présents à cette manifestation.

L'Europe ne saurait constituer un retour en arrière vers un espace de régions, de communautés, de clochers, de minarets, régentés par une caste se réunissant dans le temple de l'argent».

Pour l'association italienne de *Libre Pensée Giordano Bruno*, son secrétaire général Roberto La Ferla dénonça les concordats et la reconnaissance des communautés qui aboutit à l'inégalité des citoyens.

Ce fut Christian Eyschen, Vice-Président de l'*Union Mondiale des Libres-Penseurs* et ancien secrétaire général de la *Fédération Française de la Libre Pensée* qui eut le privilège et le plaisir de conclure la manifestation:

«Vous êtes venus de toute l'Europe et parfois même d'autres continents pour exprimer clairement votre volonté de voir la laïcité triompher dans les différents pays. Le respect de la liberté absolue de conscience ne peut être garanti à tous les citoyens des différents pays que par une stricte séparation du religieux et des services publics.

Il ne peut y avoir de liberté de penser quand existe encore sur ce continent le délit moyenâgeux de blasphème, les impôts d'Église, les religions d'État, les concordats et le financement public des religions. Tout cela porte un nom, hier comme aujourd'hui: c'est le cléricalisme. C'est pourquoi nous, libres penseurs, combattons partout, encore et toujours, en Europe et dans le monde, pour la séparation des Églises et des États.

Cette manifestation, qui est une première en Europe, va montrer que, tous ensemble, nous ne les laisserons pas faire. Aujourd'hui, à Bruxelles, un premier pas a été franchi par l'action convergente des humanistes, des laïques et des libres penseurs pour faire avancer nos idéaux démocratiques et laïques.

Bruxelles, c'est ce nom, c'est cette ville qui résonne dans toute l'Europe et bien au-delà encore, comme étant Bruxelles-la-cléricale, Bruxelles-la-vaticane, Bruxelles-la-réactionnaire, Bruxelles-l'antisociale. Mais aujourd'hui, c'est Bruxelles-la-laïque. Et comme on dit en France: laïque un jour pour être laïque toujours!

A vous tous, militants et associations, merci d'avoir permis la réussite de cette manifestation. Désormais, comme le disait Goethe avec Valmy, ce jour est un nouveau jour. Plus personne ne pourra nous empêcher de nous revoir, de travailler ensemble, de nous tendre à nouveau la main pour, qu'au-delà de nos diversités, par dessus les frontières, les libres-penseurs, les humanistes, les rationalistes et les laïques s'unissent pour sauver le genre humain, pour défendre et conquérir la laïcité partout où il le faut.

Amis, citoyens, camarades, en Europe, sur tous les continents, on n'a pas fini d'entendre le cri des combattants de la liberté: Ni Dieu ni maître! A bas la Calotte! Et vive la Sociale!».

L'Union des Athées était représentée au moins par son président, Johannès Robyn. Il y avait aussi une délégation de la Libre Pensée autrichienne. Et, présence non négligeable, une délégation de la Fédération enseignante de la FGTB.

Enfin, le premier adjoint au Maire de Bruxelles avait tenu à affirmer son souci de la défense de la laïcité en participant à la manifestation dans les premiers rangs.

Ceux qui voulaient isoler la Libre Pensée repasseront. Parce que, figurez-vous que la Libre Pensée dérange, fait désordre par rapport au consensus entre les socio-cléricaux de la prétendue majorité et de la soi-disant opposition, il faut donc l'entourer d'un cordon sanitaire. C'est la Ligue de l'Enseignement, représentante en France de la Fédération Humaniste Européenne, qui est probablement intervenue pour que celle-ci n'appelle plus à la manif du 21 juin. La Ligue de l'Enseignement qui eut un passé digne, n'est plus dirigée aujourd'hui que par un ramassis de médiocres, capitulards devant les cléricaux, invertébrés et sans honneur, qui verraient très bien entre le cléricalisme et la laïcité (nous réservant le rôle et le sort de la famille de l'épousée) un de ces mariages-partouze que Khomeiny valide si facilement.

Eh bien! ces salopards, nous étions plus de 3.000 à Bruxelles à leur balancer dans les gencives un foutu bras d'honneur. A eux et à tous ceux qui les manipulent. Et nous n'avons pas fini de leur en faire baver. Car, hélas, nous ne sommes pas près de la fin du combat pour écraser l'infâme.

A bas la Calotte! No pasaran!

Marc PRÉVOTEL.

AVEC LE CORPORATISME, LE TOTALITARISME ARRIVE...

Si nous sommes convaincus de l'instauration du corporatisme, en est-il de même du totalitarisme?

Par exemple, l'inflation galopante d'acronymes depuis un certain nombre d'années est-elle un effet de mode ou fait-elle passer des principes totalitaires?

Les T.I.G., R.M.I., S.I.C.A.V., Z.E.P., Z.R.U., sont-ils simplement une technique inoffensive de communication ou un instrument au service du totalitarisme? J'ai l'heur de penser que cette méthode permet de tromper le citoyen en ne nommant pas ce que les divers concepts attachés à ces acronymes contiennent.

Prenons S.I.C.A.V. On nous présente cette chose à longueur de journée comme un succédané du carnet de caisse d'épargne rapportant simplement plus. Nommons le franchement: *Société d'Investissement à Capital Variable!* Rien à voir avec le livret A, ce dernier servant à financer des prêts (au moins au départ) pour l'aménagement du territoire. On force ainsi le citoyen à boursicoter sans le lui dire. N'est-ce pas totalitaire?

Z.E.P.: *Zone d'Éducation Prioritaire!* Quel est le sens? Il existe des zones dans lesquelles l'état doit prioritairement éduquer!!! Fichtre! Un état qui entend prioritairement éduquer tel ou tel, cela a un air de déjà vu!

Faire passer des concepts antidémocratiques sans les nommer est une véritable technique totalitaire!

D'un autre côté arrive le P.A.C.S. Ce pacte déroge complètement au principe d'égalité. Il instaure une reconnaissance officielle par la loi de deux groupes de citoyens aux droits différents: ainsi, dans la république française, il existerait des couples, reconnus par la loi avec des droits donnés (mariage) et d'autres couples, reconnus par la loi, avec des droits minorés (P.A.C.S.).

De plus, instaurer un contrat reconnu par l'État et liant deux personnes pour officialiser l'Union Libre? Quelle ineptie! Le principe d'égalité est bafoué et nous ramène, à peu de choses près à la vision napoléonienne de la vie de couple.

Ce P.A.C.S., créant stricto sensu deux catégories de citoyens, est donc à ce titre totalitaire.

Enfin, il est prévu qu'en 1999, les députés s'intéressent à la notion de famille et qu'ils entendent légiférer pour donner une définition de la famille. La famille étant évidemment une chose éminemment privée, le fait qu'un État légifère dans le domaine du privé est totalitaire.

De même d'ailleurs, quand l'État légifère, contre la négociation syndicat-patronat sur la durée du travail intégrant le mandatement et ainsi l'intégration des syndicats dans les rouages de l'état, le principe est identique.

Alors, en résumé, ils légifèrent sur le travail, la famille et ont l'*Union européenne* pour patrie! Serait-ce le retour de la désastreuse trilogie?

Christian PIERALLI.

PRÉSENT ET AVENIR DE L'INTERNATIONALISME...

Dès les origines, le mouvement ouvrier s'est constitué sur des bases internationalistes. Malheureusement, on connaît le destin des différentes internationales.

La première n'a pas su résoudre les contradictions qui existaient entre les conceptions de Marx et celles de Bakounine, la seconde n'a pas pu éviter la première guerre mondiale, la troisième est vite devenue un outil contre-révolutionnaire, quant à la quatrième, c'est, paraît-il, l'anniversaire de sa reconstitution. Comment, aujourd'hui, organiser la résistance contre le nouvel ordre mondial qui se traduit pour nous par la construction d'une Europe Vaticane, totalitaire et corporatiste? Quel présent et quel avenir pour l'internationalisme?

L'Internationalisme capitaliste

S'il est une internationale importante et efficace, c'est bien l'internationale capitaliste. Le F.M.I., l'O.M.C., l'O.C.D.E. et ses filiales européennes sises à Bruxelles construisent patiemment le nouvel ordre économique mondial au plus grand profit (il n'est pas de terme plus adéquat) des grandes sociétés multinationales et supranationales. Leur objectif est bien connu. Il s'agit de la destruction des droits économiques, sociaux et politique de la classe ouvrière. Il ne doit plus subsister aucune entrave au règne du fric. Les différents traités internationaux (Maastricht-Amsterdam, A.L.E.N.A., A.M.I., N.T.M. ...) ont pour seule vocation de donner un cadre juridique, et donc un semblant de légalité, à cette dictature économique.

Dans cette sinistre mise en scène, l'internationale de la calotte joue son rôle d'anesthésiant social («*l'opium du peuple*») que chacun connaît. Les concepts de communauté et de subsidiarité qui président à la construction européenne trouvent d'ailleurs leur origine dans la doctrine sociale de l'Église.

Certains, vrais ou faux, naïfs seront surpris de retrouver la *Confédération Européenne des Syndicats* et l'*Internationale «socialiste»* parmi cette internationale capitaliste. Soyons clairs, la C.E.S. n'est en rien une confédération syndicale, ce n'est que la courroie de transmission de la commission européenne. Son seul objectif est l'intégration des syndicats à la mise en œuvre du «*Saint Empire Romain Germanique*». A ce titre, il faudra bien un jour se poser la question de la présence d'un syndicat indépendant dans la C.E.S.

Quant à l'*Internationale «socialiste»*, il n'est qu'à voir les politiques menées par la gauche plurielle en France, par «*l'Olivier*» en Italie ou les travaillistes au Royaume Uni pour se rendre compte qu'elle est «*le cheval de Troie*» du capital au sein de la classe ouvrière.

L'Internationale ouvrière

Face aux menaces de tous ordres que doit affronter la classe ouvrière, l'internationale s'avère être un outil indispensable. Cette internationale ouvrière reste largement à construire mais deux organisations déjà existantes, chacune avec leurs limites objectives, peuvent servir de fondation à ce projet.

La première de ces organisations est la *Confédération Internationale des Syndicats Libres* (C.I.S.L.). Ces atouts sont importants il s'agit d'une organisation de masse, authentiquement internationale, qui regroupe les syndicats de plusieurs millions de travailleurs. D'un point de vue stratégique, elle pourrait être l'arme dont nous avons besoin contre la C.E.S. En effet, pour ne pas gêner les nuisibles activités de la C.E.S., les dirigeants de la C.I.S.L. ont, délibérément, laissé son secteur européen en déshérence. Faire revivre la section européenne de la C.I.S.L. est donc une tâche importante.

La puissante centrale syndicale américaine, l'A.F.L.-C.I.O., qui a un poids déterminant au sein de la C.I.S.L., semble, depuis quelques années, amorcer une rupture avec la politique d'accompagnement social et d'inféodation au parti démocrate qui fut longtemps la sienne. Si une telle orientation se pérennisait, cela ne pourrait qu'avoir une influence positive sur la C.I.S.L. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que la C.I.S.L. est une organisation réformiste, dirigées par des militants réformistes. Nous n'avons jamais adopté la position gauchiste qui consiste à militer entre révolutionnaires «*purs et durs*» dans des sectes groupusculaires. Notre place est auprès de la classe ouvrière, dans ses organisations de masse.

C'est donc à nous, militants révolutionnaires qu'il incombe de s'organiser pour tenter d'infléchir la politique de la C.I.S.L. sur une orientation de lutte de classes.

La deuxième organisation internationale dont nous disposons est l'*Entente Internationale des Travailleurs* à laquelle, rappelons-le, l'*Union des Anarcho-Syndicalistes* a adhéré. L'E.I.T. regroupe des militants et des organisations ouvrières de toutes tendances et de plus de 70 nationalités. Dans son esprit, l'E.I.T. s'inspire de la première internationale en ce sens où elle a vocation à regrouper l'ensemble des courants authentiques du mouvement ouvrier. Rassembler largement à l'échelle internationale est une nécessité absolue pour faire face au processus de mondialisation du capitalisme financier, mais cela ne va pas sans poser des questions. Pour être efficace, l'internationale ouvrière doit se bâtir sur des bases idéologiques et stratégiques claires.

Dans cette optique, il m'apparaît utile, sans vouloir jeter l'anathème sur qui que ce soit, de préciser qu'il n'existe, à mes yeux, que deux courants authentiquement révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier, les marxistes et les anarchistes. Souhaitons que leur coopération dans cette nouvelle internationale en construction soit fructueuse et que l'E.I.T. ne connaisse pas la même fin prématurée que la première internationale. En ce qui nous concerne, militants anarcho-syndicalistes, nous sommes prêts à apporter notre pierre à l'édifice.

Christophe BITAUD.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.
